

le comprendre. Il n'y a aucun lien. Si la série 400 est valable, la société Boeing pourra obtenir l'aide du gouvernement dans le cadre du Programme de production de l'industrie du matériel de défense.

**M. Kaplan:** Pourquoi ne le fait-elle pas?

**M. Andre:** Eh bien, c'est une décision qui lui appartient. Le député prétend qu'il y a un lien entre ces licenciements et les plans que la société n'a pas encore faits et dont je ne suis pas au courant. Le député essaie d'agiter un épouvantail ou de nous faire croire que le ciel va nous tomber sur la tête, mais ce n'est pas le cas.

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Il veut une réponse, Harvie.

\* \* \*

## LES AÉROPORTS

### L'AÉROPORT INTERNATIONAL PEARSON—LA NOUVELLE DE L'AGRANDISSEMENT

**M. Bob Horner (Mississauga—Ouest):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre d'État chargée des Transports.

Récemment, les médias ont rapporté que le ministère des Transports a déjà décidé de construire une quatrième et une cinquième pistes à l'Aéroport Lester B. Pearson. Tous les députés comprennent sûrement les répercussions que pourrait avoir une telle décision sur la population de Mississauga, localité où est située l'aéroport.

Est-ce que la ministre pourrait confirmer ou infirmer cette décision? Si elle l'infirme, pourrait-elle nous préciser quand la décision sera prise?

**L'hon. Shirley Martin (ministre d'État (Transports)):** Monsieur le Président, je voudrais signaler au député que, en ce qui concerne la construction de nouvelles pistes à l'aéroport Pearson, les renseignements diffusés par la presse sont prématurés.

Je voudrais remercier les quelque 200 personnes que j'ai rencontrées dans le sud-ouest de l'Ontario et à Toronto et qui m'ont donné leur avis sur les travaux à effectuer à l'Aéroport Pearson. Les fonctionnaires du ministère examinent leurs commentaires et poursuivent leur étude à ce sujet. D'ici le milieu de l'été, nous serons en mesure de répondre à cette question et à toutes les autres questions à propos de l'Aéroport Pearson.

## Questions orales

### LES PÊCHES

#### NATIONAL SEA PRODUCTS LTD.—LA FERMETURE D'USINES DANS LA RÉGION DE L'ATLANTIQUE

**M. David Barrett (Esquimalt—Juan de Fuca):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question au sujet de National Sea Products Limited à mon bon ami, le ministre du Commerce extérieur.

Je voudrais l'interroger sur le geste du président de cette firme, M. Gordon Cummings. Ce dernier a été un ardent défenseur du libre-échange pendant le débat sur cette question. Il a été nommé plus tard par le gouvernement à la Commission de Grandpré. Il a déclaré: «Je suis persuadé que, après la conclusion de l'Accord sur le libre-échange, à mesure que les droits de douane disparaîtront, nous allons grossir nos effectifs de 400 personnes dans nos seuls établissements de la Nouvelle-Écosse.»

Aujourd'hui, le président de National Sea Products, la même personne qui prévoyait 400 nouveaux emplois, annonce la fermeture de trois autres établissements dans la région de l'Atlantique, en même temps que la perte de centaines d'emplois de plus. Que va faire le ministre, considérant le rôle qu'il a demandé à M. Cummings de jouer dans ce débat?

• (1450)

**L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, je crois que c'est la première question de mon honorable copain de Colombie-Britannique à laquelle j'ai le plaisir de répondre. La situation de National Sea Products n'a rien à voir avec l'Accord de libre-échange. . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Crosbie:** Croyez-moi, monsieur le Président, l'Accord de libre-échange ne rend pas les eaux plus poissonneuses. Cela dépasse sa portée.

Les députés doivent se rendre à l'évidence que les problèmes des pêcheries de la côte est sont graves et qu'ils sont dus à la conjonction de la capacité de traitement excessive et de la faiblesse des marchés. Par exemple, le nombre d'usines de traitement du poisson, qui était d'un peu plus de 200 au début des années 1980, n'était pas loin de 400 l'année dernière. Les stocks de morue au large de la province ont baissé de 20 p. 100 au cours des trois dernières années. Cette baisse laisse une grande partie de la capacité inutilisée. C'est le problème qu'éprouve National Sea. Sans l'Accord de libre-